



Photo: Pierre Metzger

Avec l'enquête IMD, le Luxembourg en voit effectivement de toutes les couleurs...

PIQUIRE DE RAPPEL

Les classements se suivent et se ressemblent pour le Grand-Duché, qui semble aspiré dans la spirale négative de la décompétitivité. Du moins selon IMD.

Après l'avis de la Commission sur l'état des finances publiques et de l'économie du Luxembourg, c'est à l'institut suisse IMD (International Institute for Management Development) de rendre public son *orld Competitiveness Yearbook* pour 2012.

Et, comme pour la Commission, qui estimait que les défis que devait relever le Luxembourg restaient inchangés – l'économie luxembourgeoise n'a pas retrouvé sa santé d'avant-crise, notait-elle –, pour IMD, la dégradation de l'économie luxembourgeoise se confirme.

Par rapport à 2010 et 2011, le Grand-Duché passe de la 11^e place à la 12^e d'un classement qui compte 59 pays. «*Le Luxembourg n'est donc pas parvenu à rétablir son positionnement des années 2007 et 2008 (quatrième et cinquième rang mondial) et s'éloigne davantage du top 10, commente l'institut suisse. «Une analyse détaillée du classement révèle que le pays est en train de voir s'éroder certains de ses atouts traditionnels (politique fiscale, régulation...).*»

Le Luxembourg cède du terrain sur les quatre piliers qui composent l'étude. Et notamment sur le premier, celui de la performance économique, le pilier traditionnellement le plus fort pour le pays. Certes, le Luxembourg gagne ici formellement trois places, passant de la sixième à la neuvième. Mais

Publication de l'«IMD World Competitiveness Yearbook» 2012

MARC FASSONE - mfassone@le-jeudi.lu

ce gain est dû au niveau atteint par les investissements directs étrangers.

En trompe l'œil

Des investissements volatils et liés au secteur financier, et sans lesquels le pays aurait connu une dégradation de son classement, analyse l'IMD. Il ne faudrait pas que ce résultat masque la dégradation observée en matière d'économie domestique et de prix, indique IMD, pour lequel, au final, la dégradation de la compétitivité-prix se poursuit dangereusement au Luxembourg.

En matière d'efficacité des pouvoirs publics – le deuxième pilier –, le Luxembourg recule légèrement. La raison principale? La lourdeur des procédures administratives pour les entreprises. Mais, sans l'amélioration relative observée au niveau des finances publiques, la chute aurait été plus lourde. Et cette amélioration est, pour IMD, en trompe l'œil. Et de rappeler que «*le solde favorable de l'Administration publique n'est pas un indicateur pertinent pour juger de la bonne santé des finances publiques luxembourgeoises: le pays connaît en fait un déficit structurel inquiétant de l'Administration centrale et une dette im-*

plicite significative». Chute aussi au niveau des deux autres piliers que sont l'environnement des affaires et la qualité des infrastructures. Sont mises en cause pêle-mêle l'évolution du secteur financier, celle de la productivité de la main-d'œuvre ainsi que la qualité des infrastructures technologiques. Ce dernier point peut susciter une certaine incompréhension, si l'on considère les efforts déployés ces dernières années sur ce sujet. Efforts récompensés par l'arrivée au Luxembourg de sociétés technologiques attirées, si l'on en croit le ministère de l'Econo-

mie, par la qualité des dites infrastructures. Pour l'IMD, il importe aux décideurs ainsi éclairés d'agir afin d'éviter que ne se dégrade encore plus la compétitivité du pays. Et de privilégier divers axes de réformes: rétablir la compétitivité-coût, diversifier l'économie, restaurer l'équilibre budgétaire, en remplaçant notamment le système d'avancement automatique par un système d'avancement au mérite dans la fonction publique, et réformer le système des pensions.

Des priorités qui rappellent celles énoncées par la Commission suite à l'examen du semestre luxembourgeois.

(VOIR LES COMMENTAIRES D'ETIENNE SCHNEIDER PAGE SUIVANTE.)